

COMPTES NATIONAUX PROVISOIRES DE 2018

L'arrêté des comptes nationaux de l'année 2018 fait ressortir un ralentissement de la croissance de l'économie nationale se situant à 3% au lieu de 4,2% en 2017. Cette croissance a été tirée par la consommation finale des ménages et l'investissement dans le contexte d'une inflation maîtrisée et d'un besoin de financement de l'économie nationale en augmentation.

Il ressort de ces comptes les principaux résultats suivants :

Une croissance économique en ralentissement :

Le secteur agricole a affiché un net ralentissement de son rythme de croissance, passant de 15,2% en 2017 à 4% durant l'année 2018.

De son côté, le secteur des activités non agricoles a réalisé un ralentissement du taux d'accroissement de sa valeur ajoutée passant de 2,9% en 2017 à 2,6% l'année 2018.

Dans ces conditions, et tenant compte de l'accroissement des impôts sur les produits nets des subventions de 4,6% au lieu de 3,1%, le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume s'est accru de 3% en 2018 au lieu de 4,2% l'année précédente.

Aux prix courants, le PIB a connu une augmentation de 4,1% en 2018 au lieu 4,9% une année auparavant, dégageant ainsi une hausse du niveau général des prix de 1,1% au lieu de 0,7%.

Croissance tirée par la demande intérieure

La demande intérieure, en volume, a enregistré une hausse de 3,9% en 2018 au lieu de 3,6% en 2017 et sa contribution à la croissance du PIB a été de 4,3 points au lieu de 3,9 points l'année précédente.

Dans ce cadre, les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 3,3% au lieu de 3,8% en 2017 contribuant ainsi pour 1,9 points à la croissance.

De son côté, la consommation finale des administrations publiques (APU) a enregistré un taux de croissance de 2,5% en 2018 au lieu de 1,9% une année auparavant, contribuant ainsi pour 0,5 point à la croissance.

L'investissement brut (formation brute de capital fixe et variation des stocks), pour sa part, a enregistré une croissance positive de 5,9% au lieu de 4,1% l'année précédente, avec une contribution à la croissance de l'ordre de 1,9 points.

Une contribution négative des échanges extérieurs

Les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé une contribution négative à la croissance, se situant à (- 1,3) point au lieu d'une contribution positive de 0,3 en 2017. Ainsi les exportations de biens et services ont affiché une hausse de 5,8% au lieu de 11,1%, avec une contribution à la croissance de 2,2 points au lieu de 3,9 points.

Les importations, de leur côté, ont connu un accroissement de 7,5% au lieu de 7,9%, avec une contribution négative de (- 3,5) points au lieu de (- 3,6) points l'année passée.

Augmentation du besoin de financement

Avec une augmentation de 4,1% du PIB aux prix courants en 2018 et une nette baisse de 20,4% des revenus nets reçus du reste du monde, le revenu national brut disponible a enregistré une baisse de son rythme de progression passant de 8,2% en 2017 à 1,5% en 2018 pour se situer à 1 157,7 milliards de DH.

Dans ces conditions, avec un accroissement de 4,2% de la consommation finale nationale en valeur au lieu de 3,8% enregistré une année auparavant, l'épargne nationale s'est située à 27,6% du PIB au lieu de 29,1%.

L'investissement brut (FBCF et variation de stocks) a représenté 33,5% du PIB en 2018 au lieu de 32,6% une année auparavant. Il est financé à hauteur de 82,3% par l'épargne nationale brute contre 89,1% en 2017.

Le besoin de financement de l'économie nationale s'est ainsi aggravé, passant de 3,5% du PIB en 2017 à 5,9% en 2018.

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN



Ilot 31-3, Secteur 16, Hay Riad - Rabat - Maroc - BP : 178 - 10 001

Tél. : (+212) 5 37 57 69 04 - Fax : (+212) 5 37 57 69 02

Site Web : www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur

BMCE BANK OF AFRICA

البنك المغربي للتجارة الخارجية الإفريقية



Evolution des principaux agrégats

Opérations	2016	2017	2018
Décomposition du PIB	Croissance annuelle en % (aux prix de l'année précédente)		
Produit intérieur brut (PIB)	1,1	4,2	3,0
Valeur ajoutée totale aux prix de base	0,1	4,4	2,8
Agriculture	-13,7	15,2	4,0
Hors agriculture	2,1	2,9	2,6
Impôts sur les produits nets des subventions	8,8	3,1	4,6
Produit intérieur brut non agricole (*)	3,0	2,9	2,9
Demande			
Dépenses de consommation finale des ménages	3,7	3,8	3,3
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	1,5	1,9	2,5
Dépenses de consommation finale des ISBL	6,0	2,1	3,2
Formation brute de capital fixe	8,8	-0,2	1,2
Importations de biens et services	14,5	7,9	7,5
Exportations de biens et services	6,0	11,1	5,8
Décomposition du PIB	Aux prix courants (en millions de DH)		
Produit intérieur brut (PIB)	1 013 229	1 063 351	1 106 822
Valeur ajoutée totale aux prix de base	894 601	940 831	976 114
Agriculture	110 549	120 092	124 395
Hors agriculture	784 052	820 739	851 719
Impôts sur les produits nets des subventions	118 628	122 520	130 708
Produit intérieur brut non agricole	902 680	943 259	982 427
Demande			
Dépenses de consommation finale des ménages	586 461	609 882	636 065
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	195 644	201 821	210 014
Dépenses de consommation finale des ISBL	5 845	6 007	6 175
Formation brute de capital fixe	304 286	304 571	314 963
Importations de biens et services	461 111	497 243	545 170
Exportations de biens et services	358 192	395 706	428 724
Revenu national brut disponible (RNBD)	1 073 422	1 127 198	1 157 674
Epargne nationale brute (ENB)	285 472	309 488	305 420
Besoin de financement	42 726	37 690	65 594
Quelques ratios économiques	En %		
PIB par habitant (en dirham)	29 380	30 510	31 426
RNBD par habitant (en dirham)	31 126	32 342	32 870
Dépenses de consommation finale des ménages/PIB	57,9	57,4	57,5
Dépenses de consommation finale des APU/PIB	19,3	19,0	19,0
Dépenses de consommation finale des ISBL/PIB	0,6	0,6	0,6
Exportations de biens et services/PIB	35,4	37,2	38,7
Importations de biens et services/PIB	45,5	46,8	49,3
Taux d'investissement (FBC/PIB)	32,4	32,6	33,5
Taux d'épargne nationale (ENB/PIB)	28,2	29,1	27,6
Besoin de financement/PIB	-4,2	-3,5	-5,9

(*) Valeur ajoutée hors agriculture augmentée des impôts sur les produits nets des subventions.

Sommaire

Prix	1
Indicateurs économiques et financiers	2
Situation du marché du travail premier trimestre 2019	3
Comptes nationaux provisoires de 2018	4



HAUT - COMMISSARIAT AU PLAN

Repères statistiques

Mai 2019 - N° 251

BULLETIN MENSUEL

PRIX

Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

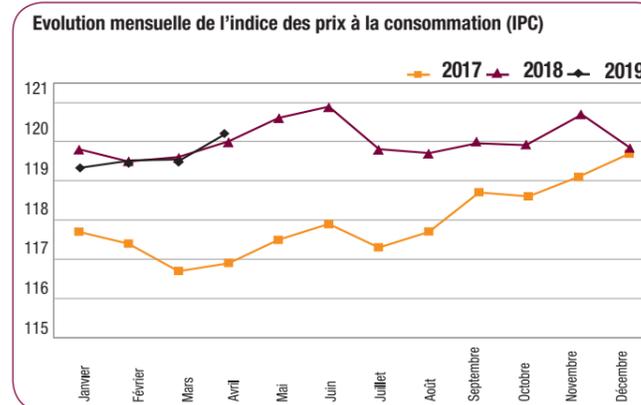
Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois d'avril 2019, une hausse de 0,6% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la hausse de 1,4% de l'indice des produits alimentaires et de la stagnation de l'indice des produits non alimentaires.

Comparé au même mois de

l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a connu une hausse de 0,2% au cours du mois d'avril 2019.

Le taux d'accroissement de l'indice moyen des quatre premiers mois de 2019, par rapport à celui de la même période de 2018, s'établit à - 0,1%.



DIVISIONS DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DES QUATRE PREMIERS MOIS		
	MARS 2019	AVRIL 2019	VAR. %	2018	2019	VAR. %
Produits alimentaires	125,8	127,5	1,4	128,6	126,5	-1,6
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	124,4	126,2	1,4	128,3	125,2	-2,4
Boissons alcoolisées et tabac	159,4	159,4	0,0	138,5	159,4	15,1
Produits non alimentaires	114,4	114,4	0,0	113,3	114,3	0,9
Articles d'habillements et chaussures	117,1	117,0	-0,1	116,3	117,3	0,9
Logements, eau, électricité, et autres combustibles	117,1	117,1	0,0	115,8	117,0	1,0
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	112,1	112,2	0,1	110,2	112,1	1,7
Santé	106,6	106,6	0,0	105,5	106,6	1,0
Transport	111,5	112,3	0,7	111,5	110,7	-0,7
Communication	59,6	59,6	0,0	59,4	59,6	0,3
Loisirs et culture	100,8	101,0	0,2	99,3	100,4	1,1
Enseignement	153,5	153,5	0,0	148,4	153,5	3,4
Restaurants et hôtels	133,1	133,2	0,1	131,2	133,1	1,4
Biens et services divers	123,0	123,3	0,2	122,3	123,1	0,7
Indice général	119,5	120,2	0,6	119,8	119,7	-0,1

Source : Haut-Commissariat au Plan.

Evolution de l'IPC par ville

VILLES	INDICES MENSUELS			INDICES DES QUATRE PREMIERS MOIS		
	MARS 2019	AVRIL 2019	VAR. %	2018	2019	VAR. %
Agadir	117,1	118,0	0,8	117,7	117,4	-0,3
Casablanca	122,6	123,3	0,6	122,2	122,8	0,5
Fès	121,1	122,0	0,7	120,2	121,3	0,9
Kénitra	118,3	118,4	0,1	118,3	118,2	-0,1
Marrakech	118,6	119,9	1,1	119,5	118,9	-0,5
Oujda	117,7	118,0	0,3	118,7	117,6	-0,9
Rabat	116,7	117,5	0,7	117,0	117,0	0,0
Tétouan	119,2	119,9	0,6	119,8	119,5	-0,3
Meknès	121,2	122,0	0,7	121,9	121,4	-0,4
Tanger	120,8	121,5	0,6	121,7	120,9	-0,7
Laâyoune	121,0	121,9	0,7	121,6	121,6	0,0
Dakhla	121,3	122,2	0,7	121,9	121,7	-0,2
Guelmim	119,0	119,4	0,3	119,4	119,0	-0,3
Settat	117,2	118,4	1,0	118,0	117,5	-0,4
Safi	115,0	115,8	0,7	115,7	115,2	-0,4
Beni-Mellal	116,9	118,3	1,2	118,4	117,4	-0,8
Al-Hoceïma	118,5	119,9	1,2	120,4	119,0	-1,2
Ensemble	119,5	120,2	0,6	119,8	119,7	-0,1

Source : Haut-Commissariat au Plan.

Au cours du mois d'avril de l'année 2019, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les hausses les plus importantes à Beni-Mellal et Al-Hoceïma avec 1,2%, à Marrakech avec 1,1%, à Settat avec 1,0%, à Agadir avec 0,8%, à Fès, Rabat, Meknès, Laâyoune, Dakhla et Safi avec 0,7%, à Casablanca, Tétouan et Tanger avec 0,6%.

par rapport à la même période de 2018 les baisses les plus importantes à Al-Hoceïma avec 1,2%, à Oujda avec 0,9%, à Beni-Mellal avec 0,8%, à Tanger avec 0,7% et à Marrakech avec 0,5%; et les moins importantes à Agadir, Tétouan et Guelmim avec 0,3%, à Dakhla avec 0,2% et à Kénitra avec 0,1%. En revanche, des hausses ont été enregistrées à Casablanca avec 0,5% et à Fès avec 0,9%.

Evolution des variations interannuelles de 2017 à 2019

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	AVRIL/AVRIL (1)	LES QUATRE PREMIERS MOIS (2)
2017	0,3	1,0
2018	2,7	2,2
2019	0,2	-0,1

Source : Haut-Commissariat au Plan.

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen des quatre premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	Situation de janvier à avril		
	2018	2019	VAR.%
Pêche			
Produits commercialisés de la pêche côtière et artisanale			
Poids (en Tonne)	335 356	386 246	15,2
Valeur (en milliers de Dh)	2 480 452	2 819 839	13,7

Source : Office National des Pêches.

	Situation de janvier à avril		
	2018	2019	VAR.%
Energie			
Energie nette appelée d'électricité (GWh)	11 667	12 158	4,2
Mines			
Production des phosphates (milliers de tonnes)	10 631	11 045	3,9
Bâtiment et Travaux publics			
Consommation du ciment (milliers de tonnes)	4 542	4 808	5,9

Sources : ONEE, OCP et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à avril		
	2018	2019	VAR.%
Commerce Extérieur (FAB)			
Exportations	137 622	141 882	3,1
Biens	81 011	85 472	5,5
Services	56 611	56 410	-0,4
Importations	172 135	176 474	2,5
Biens	140 163	147 283	5,1
Services	31 972	29 191	-8,7
Solde commercial	-34 513	-34 592	0,2
Taux de couverture (en %)	80,0	80,4	
Recettes M.R.E.	21 139	20 520	-2,9

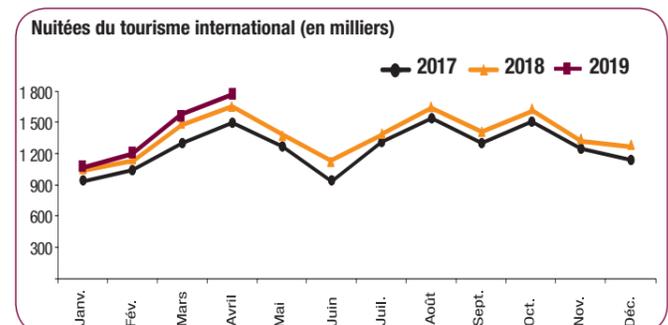
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à avril		
	2018	2019	VAR.%
Nuitées globales dans les établissements classés (en milliers)	7 559	7 982	5,6
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	5 434	5 723	5,3

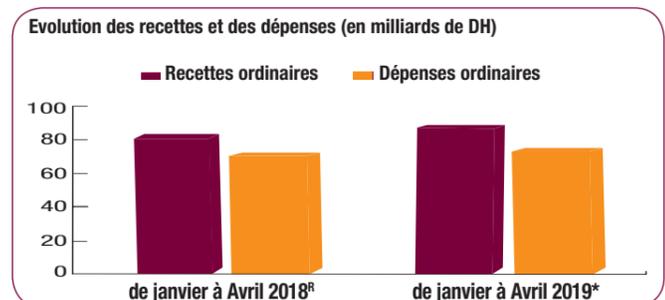
Source : Ministère du Tourisme, du transport Aérien, de l'Artisanat et de l'Economie Sociale.



Finances publiques

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à avril		
	2018 ^R	2019 [*]	VAR.%
Recettes ordinaires	83 289	88 510	6,3
Dépenses ordinaires	73 415	76 250	3,9
Dettes publiques	10 618	10 965	3,3
Investissement	23 203	24 524	5,7
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	-1 397	2 554	
Déficit / Excédent global	-14 726	-9 710	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

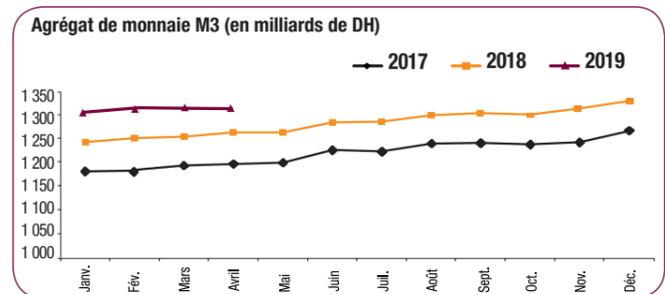


Monnaie

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à avril		
	2018 ^R	2019 [*]	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	1 258 527	1 310 872	4,2
Agrégats de placements liquides	654 745	717 579	9,6
Contreparties de la monnaie⁽¹⁾	1 258 527	1 310 872	4,2
Créances sur l'économie	987 426	1 027 103	4,0
Créances nettes sur l'administration centrale	177 722	198 992	12,0
Réserves Internationales Nettes	229 406	232 338	1,3
Ressources à caractère non monétaire	203 087	218 404	7,5
Autres contreparties de M3	67 060	70 843	5,6

(1) : Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes des ID sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de avril		
	2018 ^R	2019 [*]	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	2 061,83	1 800,91	-12,66
Capitalisation boursière (en millions de DH)	662 293,47	572 652,97	-13,53
Indice MASI	13 028,01	11 192,06	-14,09
Indice MADEX	10 598,58	9 091,05	-14,22
O.P.C.V.M.	19 avril 2019	17 mai 2019	VAR.%
Nombre	456	456	0,0
Actif nets (en millions de DH)	458 312	459 551	0,3

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Autorité Marocaine du Marché des Capitaux.

... Données non disponibles * : Données provisoires R : Données rectifiées

SITUATION DU MARCHE DU TRAVAIL

Premier trimestre 2019

Entre le premier trimestre de 2018 et la même période de 2019, l'économie marocaine a créé 15 000 postes d'emplois nets, contre une création de 116 000 une année auparavant. Ce solde est le résultat d'une création de 109 000 postes en milieu urbain et une perte de 94 000 en milieu rural. Le secteur des "services" a créé 144 000 postes, les BTP 19 000 et l'industrie y compris l'artisanat 4 000 postes, alors que le secteur de l'agriculture, forêt et pêche a enregistré une perte de 152 000 postes d'emploi. Dans ce contexte, avec une baisse de 69 000 personnes en milieu urbain et une hausse de 8 000 en milieu rural, le nombre total de chômeurs a reculé de 61 000 personnes au niveau national, s'établissant à 1 211 000 chômeurs. Le taux de chômage est ainsi passé de 10,5% à 10% au niveau national, de 15,6% à 14,5% en milieu urbain et de 3,5% à 3,8% en milieu rural. Les baisses les plus importantes du taux de chômage ont été relevées parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans, passant de 25,7% à 24,1%, et parmi les personnes disposant d'un diplôme, avec 17,1% après 18,3% une année auparavant. De son côté, la population sous-employée a baissé de 42 000 personnes, s'établissant à 1 048 000 personnes au niveau national. Le taux de sous-emploi a ainsi reculé de 0,4 point, par rapport au premier trimestre de 2018, passant de 10,0% à 9,6% au niveau national. Il a baissé de 9,4% à 9,0% en milieu urbain et de 10,7% à 10,4% en milieu rural.

Baisse des taux d'activité et d'emploi

Avec 12 108 000 personnes, la population active âgée de 15 ans et plus a baissé, entre les premiers trimestres de 2018 et 2019, de 0,4% au niveau national (+0,6% en milieu urbain et -1,7% en milieu rural). La population en âge d'activité s'est accrue, quant à elle, de 1,7%. Ainsi, le taux d'activité est passé, entre les deux périodes, de 47,1% à 46,2%, enregistrant une diminution de 0,9 point. Ce taux a baissé de 42,4% à 41,7% en milieu urbain et de 55,4% à 54,4% en milieu rural. En matière d'emploi, 164 000 postes d'emploi rémunérés ont été créés au cours de la période, 120 000 en milieu urbain et 44 000 en milieu rural. L'emploi non rémunéré, composé d'environ 98% d'aides familiales, a en revanche enregistré une baisse de 149 000 postes, 138 000 en zones rurales et 11 000 en zones urbaines. Au total, avec la création de 109 000 emplois en milieu urbain et la perte de 94 000 en milieu rural, l'économie nationale a créé 15 000 postes nets d'emploi. Le volume global de l'emploi est ainsi passé, entre les deux périodes, de 10 882 000 à 10 897 000 personnes. Le taux d'emploi a, quant à lui, reculé de 0,6 point au niveau national, passant de 42,2% à 41,6%. Ce taux a baissé de 35,8% à 35,6% en milieu urbain et de 53,5% à 52,3% en milieu rural.

Création d'emploi dans les services et perte dans l'agriculture, forêt et pêche
Le volume d'emploi dans le secteur des "services", après une progression de 50 000 postes d'emploi l'année dernière et 45 000-- l'année d'avant, s'est accru, entre le 1^{er} trimestre de 2018 et la même période de 2019, de 144 000 postes au niveau national, 85 000 postes en milieu urbain et 59 000 en milieu rural. Ces nouveaux postes ont été créés principalement par les branches du "commerce de détail" (63 000), de "restauration et hôtellerie" (27 000) et des "services personnels et domestiques" (23 000).

Le secteur de l'"industrie y compris l'artisanat", après une perte de 9 000 postes d'emploi l'année dernière et une création de 16 000 l'année d'avant, a créé 4 000 postes cette année (exclusivement en milieu urbain), ce qui correspond à une hausse de 0,3% du volume d'emploi dans ce secteur. Le secteur des BTP a enregistré une création nette de 19 000 emplois (+ 21 000 en milieu urbain et - 2 000 en milieu rural), ce qui correspond à une hausse de 1,7% du volume d'emploi dans ce secteur.

En revanche, après 43 000 postes d'emploi créés l'année dernière et 28 000 l'année d'avant, le secteur de l'"agriculture, forêt et pêche" a perdu 152 000 au cours du premier trimestre de cette année, ce qui correspond à une baisse de 4,1% du volume d'emploi dans ce secteur.

Baisse du volume et du taux de chômage

Avec un recul de 61 000 chômeurs, résultant d'une baisse de 69 000 en milieu urbain et d'une hausse de 8 000 en milieu rural, la population active en chômage est passée, entre le premier trimestre de l'année 2018 et celui de 2019, de 1 272 000 à 1 211 000 chômeurs, enregistrant une baisse de 4,8% dans le volume global du chômage au niveau national. Le taux de chômage est ainsi passé, entre les deux périodes, de 10,5% à 10% au niveau national, de 15,6% à 14,5% en milieu urbain et de 3,5% à 3,8% en milieu rural.

Les baisses les plus importantes du taux de chômage ont été relevées parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans, passant de 25,7% à 24,1%, et parmi les personnes disposant d'un diplôme, avec 17,1% après 18,3% une année auparavant. Les taux de chômage les plus élevés sont relevés, en particulier, parmi les femmes (14,7% contre 8,5% parmi les hommes), les jeunes âgés de 15 à 24 ans (24,1% contre 7,8% parmi les personnes âgées de 25 ans et plus) et les détenteurs d'un diplôme (17,1% contre 3,7% parmi les personnes n'ayant aucun diplôme).

Un chômage de longue durée et de première insertion

Près de 6 chômeurs sur 10 (58,5%) sont à la recherche de leur premier emploi (51,1% parmi les hommes et 71,4% parmi les femmes). Plus des deux-tiers des chômeurs (68,3%) le sont depuis une année ou plus (63,1% parmi les hommes et 77,3% parmi les femmes). D'un autre côté, 22,8% des chômeurs se sont retrouvés dans cette situation suite à des licenciements (17,2%) ou l'arrêt de l'activité de l'établissement employeur (5,6%).

Par ailleurs, 6,7% des chômeurs, totalisant 81 000 personnes au premier trimestre de 2019, sont découragés par la recherche active d'un emploi, contre 7,1% une année auparavant. Ils sont à 84% citadins, 52% masculins, 45% jeunes âgés de 15 à 29 ans et 80% diplômés.

Baisse du volume et du taux de sous-emploi

Le volume des actifs occupés en situation de sous-emploi a baissé, entre le premier trimestre de 2018 et la même période de 2019, de 1 090 000 à 1 048 000 personnes au niveau national, de 558 000 à 540 000 personnes dans les villes et

de 532 000 à 508 000 dans la campagne. Le taux de sous-emploi est ainsi passé de 10% à 9,6% au niveau national, de 9,4% à 9% en milieu urbain et de 10,7% à 10,4% en milieu rural. La population active occupée sous employée est à environ 88% masculine, 48,5% rurale, 41% jeune ne dépassant pas l'âge de 30 ans et 46,8% diplômée (dont 14,4% détiennent un diplôme de niveau supérieur).

Situation régionale du marché du travail

Cinq régions abritent 72,2% de l'ensemble des actifs âgés de 15 ans et plus. La région de Casablanca-Settat vient en première position avec 22,6% d'actifs, suivie de Rabat-Salé-Kénitra (13,7%), Marrakech-Safi (13,2%), Fes-Meknès (11,7%) et Tanger-Tétouan-Al Hoceima (11%).

Quatre régions affichent des taux d'activité plus élevés que la moyenne nationale (46,2%) : Eddakhla-Oued Eddahab (67,7%), Casablanca-Settat (49,4%), Marrakech-Safi (47,9%) et Tanger-Tétouan-Al Hoceima (46,6%). En revanche, les taux les plus bas sont enregistrés dans les régions de Laayoune-Sakia El Hamra (42,1%) et de Souss-Massa (43,3%).

Environ les trois quarts des chômeurs (71,5%) sont concentrés dans cinq régions ; Casablanca-Settat vient en première position avec 22,8% de chômeurs, suivie de Rabat-Salé-Kénitra (16,8%), Fes-Meknès (11,7%), l'Oriental (11%) et Marrakech-Safi (9,2%).

Les taux de chômage les plus élevés sont observés dans les régions de Guelmim-Oued Noun (20,8%) et de l'Oriental (16,3%). Avec moins d'acuité, quatre autres régions dépassent la moyenne nationale (10%) à savoir Laayoune-Sakia El Hamra (14,8%), Rabat-Salé-Kénitra (12,2%), Souss-Massa (12%) et Casablanca-Settat (10,1%). En revanche, les régions de Drâa-Tafilalet et de Beni Mellal-Khenifra enregistrent les taux les plus bas avec respectivement 5,6% et 5,9%.

INDICATEURS ANNUELS D'ACTIVITE, D'EMPLOI ET DE CHOMAGE PAR MILIEU DE RESIDENCE⁽¹⁾

(Effectifs en milliers et taux en %)

INDICATEURS	ANNÉE 2018			ANNÉE 2019		
	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE
ACTIVITE ET EMPLOI (15 ANS ET PLUS)						
Population active	6 994	5 160	12 154	7 034	5 074	12 108
Taux de féminisation de la population active	22,9	28,6	25,3	22,7	27,4	24,6
Taux d'activité	42,4	55,4	47,1	41,7	54,4	46,2
— Selon le sexe						
• Hommes	67,3	78,8	71,5	66,4	78,5	70,8
• Femmes	18,9	31,9	23,5	18,4	30,0	22,4
— Selon l'âge						
• 15 - 24 ans	22,1	37,0	28,1	21,1	36,4	27,3
• 25 - 34 ans	59,5	64,2	61,1	59,4	63,9	60,9
• 35 - 44 ans	57,9	69,5	61,9	56,9	67,0	60,3
• 45 ans et plus	36,0	56,6	43,2	35,0	55,5	42,1
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	36,6	57,8	46,9	35,5	56,4	45,5
• Ayant un diplôme	47,1	48,9	47,4	46,4	49,1	47,0
Population active occupée (en milliers)	5 905	4 977	10 882	6 014	4 883	10 897
Taux d'emploi	35,8	53,5	42,2	35,6	52,3	41,6
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total. Dont :	96,7	63,8	81,7	96,9	66,0	83,1
Salariés	67,9	40,5	58,1	68,0	41,7	58,6
Auto-employés	32,1	59,5	41,9	32,0	58,3	41,4
Population active occupée sous employée (en milliers)	558	532	1 090	540	508	1 048
Taux de sous emploi	9,4	10,7	10,0	9,0	10,4	9,6
CHOMAGE						
Population active en chômage (en milliers)	1 089	183	1 272	1 020	191	1 211
Taux de féminisation de la population active en chômage	39,4	18,9	36,5	39,0	21,5	36,3
Taux de chômage	15,6	3,5	10,5	14,5	3,8	10,0
— Selon le sexe						
• Hommes	12,2	4,0	8,9	11,4	4,1	8,5
• Femmes	26,8	2,3	15,1	25,0	3,0	14,7
— Selon l'âge						
• 15-24 ans	43,5	10,1	25,7	40,3	10,3	24,1
• 25-34 ans	23,7	4,5	16,7	22,4	4,2	15,9
• 35-44 ans	8,2	1,3	5,5	7,3	2,0	5,3
• 45 ans et plus	3,7	1,2	2,5	3,8	1,5	2,8
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	7,1	1,9	4,0	6,0	2,0	3,7
• Ayant un diplôme	20,8	9,0	18,3	19,5	8,8	17,1

Source : Haut Commissariat au Plan (Enquête nationale sur l'emploi).

(1) Pour les définitions des concepts et indicateurs utilisés, se référer au glossaire disponible sur le site web du HCP : <http://www.hcp.ma>